CENTRE DE TRI ET DE VALORISATION DE MONTE

LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Centre de tri et de valorisation de Monte

Quand sera mis en service le centre de tri et de valorisation ?

La mise en service industrielle est prévue au deuxième semestre 2027 (et en 2029 pour celui de Sarrola-Carcopino).

Quels déchets traitera-t-il ?

Le centre de tri et de valorisation de Monte recevra les déchets provenant de la Haute-Corse ainsi que les emballages des intercommunalités de l'Alta Rocca et du Sud Corse. Lors de son démarrage, il triera et traitera une quantité de déchets estimée à près de 98 000 tonnes provenant des bacs et bornes de tri (emballages, papier, verre, cartons, biodéchets), des déchetteries (tout-venant, meubles, bois, déchets verts) ou des poubelles grises.

Combien de temps vont durer les travaux ?

Ils dureront environ 24 mois. Des mesures adaptées seront mises en place pour réduire au maximum les nuisances visuelles, sonores, liées aux vibrations, aux poussières ou à la gestion de l'eau et des déchets lors du chantier.

N'y a-t-il pas une contradiction entre les centres de tri et de valorisation et la réduction des déchets ?

Non, bien au contraire ! Les centres de tri et de valorisation sont complémentaires aux politiques de réduction à la source. Si le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas, nous devons néanmoins trouver des solutions plus vertueuses pour traiter les déchets produits et assurer leur valorisation maximale. C'est dans ce cadre que s'inscrivent ces deux projets.

Alors, plus besoin de trier mes déchets ?

Les centres de tri et de valorisation n'ont pas vocation à se substituer au tri mais à le compléter. Ce sont avant tout des centres de tri des collectes sélectives et des déchets de déchetterie, qui permettront notamment de trier nos emballages en Corse.

Pour les ordures ménagères non triées, ils permettront de réduire la part enfouie en valorisant tout ce qui peut encore l'être.

Le tri des déchets est indispensable et doit être effectué afin de donner une nouvelle vie aux matières qui peuvent être recyclées et ainsi préserver nos ressources. En Corse, toutes les filières de tri existent, il est important de trier tout ce qui peut l'être.

C'est quoi au juste la valorisation ?

La valorisation permet d'obtenir, à partir de déchets, de nouveaux matériaux ou de l'énergie. Les déchets produits sont ainsi valorisés et entament une seconde vie soit sous forme de matière (en entrant dans la fabrication d'un autre objet) soit, pour les déchets qui ne peuvent pas être recyclés, sous forme de combustible pour permettre la production de chaleur ou d'électricité. Les biodéchets et végétaux sont, quant à eux, transformés en compost pour enrichir les sols naturellement.

La surface de cet équipement est-elle adaptée aux besoins ?

Le centre de tri et de valorisation est dimensionné pour prendre en compte les fluctuations de tonnages liées à la saison touristique et accompagner la réduction de la poubelle grise et la généralisation du tri à la source. Une forte augmentation des tonnages de tri est attendue dans les années qui viennent : actuellement seuls 2 emballages sur 10 sont triés par exemple !

Grâce à la mutualisation sur un même site des différentes chaînes de tri, le fonctionnement du centre de tri s'adaptera à cette forte montée en puissance du tri avec le même personnel et les mêmes équipements. Le nombre d'heures de fonctionnement de chaque chaîne de tri s'adaptera à la quantité et à la nature des déchets à trier. De même, le nombre de casiers de compostage augmentera au fur et à mesure du déploiement du tri à la source des biodéchets, à la place des casiers de stabilisation des ordures ménagères, qui diminueront dans le même temps.

Quelles différences entre un centre de tri et de valorisation et une installation de tri mécano-biologique (TMB) ?

Une installation de tri mécano-biologique effectue un tri mécanique des ordures ménagères en vue de valoriser de façon biologique, en compost ou en méthanisation, la part comportant des biodéchets (restes alimentaires).

Ce n'est pas la solution retenue dans le plan territorial de prévention et de gestion des déchets de l'Assemblée de Corse, qui a choisi de généraliser le tri des biodéchets par les habitants, pour fabriquer du compost de meilleure qualité dans des composteurs de jardin ou, après collecte sélective, dans des plateformes de compostage. Dans cette logique, les centres de tri et de valorisation effectueront seulement un tri mécanique des ordures ménagères pour valoriser en matière ou en énergie tout ce qui peut encore l'être. La part humide sera séparée mécaniquement pour la stabiliser en l'asséchant et ainsi diminuer son poids et les risques d'odeurs. Elle sera ensuite enfouie, sans valorisation organique ni énergétique.

Le projet a-t-il tenu compte des remarques formulées dans les différentes enquêtes publiques ?

Le SYVADEC a organisé une concertation préalable du public en janvier 2024, qui a permis d'enrichir le projet notamment sur les aspects de la communication et des mesures de protection de la biodiversité, ainsi qu'une enquête publique unique sur les projets de permis de construire et d'autorisation d'exploiter en janvier 2025. À la suite de cette consultation du public et des réponses apportées par le SYVADEC, les

commissaires enquêteurs ont rendu un avis favorable et le permis de construire et l'autorisation d'exploiter ont été délivrés fin février 2025.

Les combustibles solides de récupération

Qu'est-ce qu'un CSR ?

Il s'agit d'un combustible préparé à partir de déchets ménagers non recyclables mais qui présentent un intérêt énergétique (certains papiers, cartons, bois, rembourrés et plastiques non recyclables). Il se présente sous forme de paillettes sèches et sans odeur. C'est un déchet non dangereux car débarrassé de ses éléments polluants, destiné à alimenter des cimenteries ou des chaudières adaptées pour produire de la chaleur ou de l'électricité.

Quels sont les atouts du CSR ?

Le CSR possède un haut rendement énergétique pour produire de la chaleur et de l'électricité et peut éviter le recours aux énergies fossiles usuelles. C'est aussi une alternative à l'enfouissement.

Quelles différences entre un centre de tri et de valorisation et un incinérateur ?

Les ordures ménagères qui sont acheminées vers des incinérateurs ne sont pas triées. Tous les déchets partent dans un four pour être brûlés alors que certaines matières pourraient encore être recyclées. Les déchets fermentescibles et les déchets dangereux présents dans les ordures ménagères ne sont pas exclus avant l'incinération. Enfin, le four d'un incinérateur doit être alimenté en continu avec une même quantité de déchets, ce qui serait compliqué dans les endroits touristiques comme la Corse où l'on produit deux fois plus de déchets l'été que l'hiver.

Dans les centres de tri et de valorisation, grâce à un tri des ordures ménagères, seuls les déchets non recyclables et à fort pouvoir énergétique sont transformés en combustibles solides de récupération (CSR). Ces combustibles ont un meilleur rendement énergétique que les déchets en mélange et ils sont stables : ils peuvent être stockés et utilisés où et quand on le souhaite. Les chaudières qui les valorisent sont moins coûteuses qu'un incinérateur et leur fonctionnement est plus souple.

Les CSR produits seront-ils utilisés sur place ?

Le plan territorial de gestion des déchets prévoit la réalisation d'une à deux chaudière(s) sur l'île pour produire de l'énergie à partir de ces CSR et de bois, et participer à l'autonomie énergétique de l'île. Ces projets sont en cours d'étude par l'Office de l'Environnement de la Corse.

Une étude réalisée en 2024 par le SYVADEC en partenariat avec l'ADEME et l'Office de l'Environnement de la Corse a confirmé l'intérêt à la fois technique, environnemental et économique d'une valorisation locale.

Les CSR produits à Monte et Sarrola-Carcopino permettraient par exemple d'alimenter, avec une seule énergie, 11 500 logements en électricité ; 13 100 logements en chauffage et ainsi de diminuer le recours à l'électricité ou au fioul et faire des économies financières.

Dans l'attente de la création de chaudière de valorisation locales, les CSR produits à Monte seront valorisés hors de Corse. Le coût de leur transport et de leur valorisation est

inclus dans le coût de fonctionnement annuel du CTV.

Y aura-t-il une usine d'incinération des CSR sur le site ?

Le projet de CTV de Monte n'inclut pas de chaudière de valorisation des CSR, seulement la chaîne de tri qui permet de les préparer.

Comment l'énergie est-elle produite à partir des CSR ?

Les combustibles solides de récupération (CSR) sont envoyés dans une cimenterie ou une chaudière spécialement conçue pour accueillir ce type de matériau. Les chaudières peuvent être mixtes et fonctionner avec les granulés de bois et du CSR. La chaleur produite peut chauffer des logements, des bureaux, une piscine ou des industries par exemple, ou créer de l'électricité.

Les éventuels nuisances et risques pour la santé et l'environnement

Les centres de tri et valorisation vont-ils engendrer des nuisances ? (odeurs, bruit, trafic...)

Les bâtiments seront entièrement fermés et les déchets ne seront jamais visibles. Toutes les opérations de chargement et déchargement seront également réalisées à l'intérieur. L'air dans le bâtiment sera aspiré et traité. Toutes les eaux seront également récupérées, y compris celles de voirie. Il n'y aura pas d'envol de déchets et les odeurs et le bruit seront limités. De même, la plateforme de compostage des biodéchets prévue au sein du centre de tri et valorisation de Monte sera également en bâtiment fermé afin de garantir qu'elle n'attirera pas d'oiseaux près de l'aéroport de Bastia-Poretta.

Un plan de circulation sera mis en œuvre pour encadrer le trafic des camions. Des contrôles continus permettront au SYVADEC de maintenir une bonne intégration des équipements dans leur environnement et une bonne cohabitation avec les riverains.

Existe-t-il un danger pour la santé ou pour l'environnement ?

Les centres de tri et de valorisation répondent à des normes strictes et font l'objet de contrôles permanents. La qualité du projet retenu permet de répondre aux nombreuses prescriptions de l'autorisation d'exploiter qui garantissent la maîtrise des nuisances et des risques pour la santé et pour l'environnement.

Quelles mesures seront prises pour limiter l'impact du CTV sur l'environnement ?

On évoque une pollution du Golo et la destruction de nombreuses espèces protégées.

Le CTV de Monte est situé à plus de 150 mètres du Golo, hors de tout périmètre de protection rapprochée de captage d'eau destinée à la consommation humaine. Au regard de l'étude d'impact et de l'ensemble des mesures prises en matière de récupération et de gestion des eaux, le CTV n'aura aucun impact sur le Golo ni sur les eaux souterraines. L'avis de l'Agence Régionale de Santé conclut à l'absence de risque pour la santé publique.

Pour ce qui concerne la protection de la biodiversité, le site ne se situe dans aucun périmètre environnemental. L'emprise du projet est composée aux $\frac{3}{4}$ de friches, zones rudérales et plantes envahissantes (robiniers). Des études écologiques détaillées ont été

menées pour étudier l'ensemble des espèces susceptibles d'être présentes dans la zone du projet. Concernant les chauves-souris, le Groupe Chiroptères Corse a conclu en 2019 que la zone du projet présentait un intérêt chiroptérologique faible. Pour le Crapaud vert le site n'est pas favorable à la reproduction et aucun individu n'y a été observé. Aucun nid ou dortoir de Milan Royal n'a été identifié sur le site ou en proximité immédiate. Concernant les insectes, seules des espèces communes non protégées ont été identifiées sur la parcelle. Ainsi, le projet va amener essentiellement à la destruction d'habitats de faible valeur écologique hormis 0,57 ha de suberaie pouvant être une zone de passage potentielle des chiroptères.

Les mesures d'évitement et de réduction, déjà nombreuses dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, ont été complétées pour y intégrer les préconisations réalisables de l'avis du Conservatoire National de la Protection de la Nature. Les surfaces de compensation ont été augmentées jusqu'à 21,8 ha soit un ratio de 6 pour 1. Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en œuvre garantissent l'absence de destruction d'individus et d'habitats terrestres sur l'ensemble de la zone. La qualité des mesures de protection de la biodiversité a été reconnue par un avis conforme favorable de la ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques.

Existe-t-il un risque d'incendie ?

Le bâtiment sera pourvu de dispositifs de détection et de protection incendie conséquents et performants afin de minimiser ce risque. Tous les bâtiments techniques sont notamment équipés de sprinklers. Des mesures particulières sont prévues en accord avec les pompiers afin de faciliter leur intervention en cas de besoin : canons à eaux mobiles, deuxième accès au bâtiment... En cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient canalisées sur la surface hermétique du site et stockées dans un bassin de récupération, afin d'éviter tout risque de pollution.

Existe-t-il une menace pour les exploitations agricoles voisines et leurs productions en IGP ?

Le CTV n'aura aucun impact sur les eaux de surfaces ni sur les eaux souterraines. Le bâtiment est entièrement fermé et aucune émission n'est susceptible d'atteindre des terrains proches ou d'avoir un impact sur des productions agricoles en signe de qualité.

Combien de temps les déchets triés seront-ils stockés sur place avant d'être envoyés en recyclage ? Où seront-ils stockés ? Ce stockage générera-t-il des nuisances ?

Le stockage des déchets triés, destinés à une valorisation sur le continent, sera réalisé à l'intérieur du bâtiment, dans un hall dédié. Leur chargement et leur transport sont prévus en flux tendu. Ce type de déchets (papiers, cartonnets, plastiques, métaux, bois, CSR...) ne génère ni odeurs ni nuisances. En cas de difficulté particulière (blocage de port par exemple ou absence de rotations maritimes liées au mauvais temps), le stockage sur site est possible pendant plusieurs jours. Dans le cas d'un blocage plus long des ports, des solutions de stockage complémentaires seront mises en œuvre en dehors du site de Monte.

Quant aux ordures ménagères résiduelles, elles ne seront pas stockées sur le site, elles seront chargées et transportées directement vers les centres d'enfouissement de Corse.

Le coût

Combien le CTV va-t-il coûter ?

Le budget de conception et construction s'élève à 68 M€, pour un coût total d'opération de 72 M€ (incluant en plus les études préalables, l'achat du terrain, les mesures environnementales et les investissements annexes : route d'accès, fouilles préventives, détournement d'une canalisation...).

Il est financé pour 80 % par l'État via le Plan de Transformation, d'Innovation et d'investissement pour la Corse et via l'ADEME-Agence de la Transition Écologique, et, pour 20 %, par le SYVADEC.

Comment le CTV va-t-il contribuer à limiter l'augmentation du coût de gestion des déchets ?

Le coût de fonctionnement du centre de tri et de valorisation se substituera aux dépenses aujourd'hui nécessaires pour réaliser la valorisation et le traitement de nos déchets : préparation, conditionnement, transport sur le continent, enfouissement des ordures ménagères.

En cumulant les coûts liés à la part d'autofinancement et au fonctionnement, le centre de tri et de valorisation de Monte sera intéressant économiquement par rapport à l'évolution des coûts sans le CTV.

Il ne compensera pas totalement la hausse des coûts, mais, en diminuant les tonnages enfouis et les coûts de transport des emballages sur le continent, il permettra de limiter cette hausse à 1 % à 2 % par an dès son ouverture.

Ainsi, le CTV de Monte permettra d'atteindre des performances de tri bien meilleures et de réduire de moitié l'enfouissement pour un coût inférieur à un traitement sans CTV.

Les économies étant réalisées sur le tri des collectes sélectives et sur la valorisation des biodéchets, plus le tri augmentera, plus le CTV sera intéressant économiquement.

On parle d'un projet public, mais c'est une entreprise privée qui va en assurer l'exploitation ?

Le centre de tri et de valorisation de Monte est une infrastructure publique. Le SYVADEC est propriétaire du terrain, des équipements et de l'autorisation d'exploiter.

La conception, la construction et l'exploitation pendant les 8 à 10 premières années seront assurées par un groupement d'entreprises spécialisées dans ce domaine, qui a été désigné à l'issue d'un marché public global de performance. Ce marché public a fixé des objectifs de tri et de qualité environnementale à atteindre par l'exploitant, qui conditionnent sa rémunération. Si ceux-ci ne sont pas respectés, des pénalités lui seront appliquées. L'exploitation sera réalisée sous le contrôle technique, économique et réglementaire du SYVADEC, dont les agents seront présents en permanence dans des bureaux et locaux réservés au sein du centre de tri. C'est le SYVADEC qui décidera des déchets acceptés dans le centre de tri, qui percevra les revenus éventuels liés aux déchets des territoires non adhérents ou des professionnels, et les soutiens et ventes de

matières liés aux déchets recyclables.

À l'issue du délai d'exploitation de 8 à 10 ans fixé par le marché, le SYVADEC pourra choisir de reprendre lui-même l'exploitation du site ou de lancer un nouveau marché public d'exploitation.

Le SYVADEC conserve par conséquent le contrôle total du service public, que ce soit pendant la phase de conception-construction ou pendant toute la durée de l'exploitation, aussi bien en termes de tarification que de qualité et d'objectifs de tri.